

de l'Île du Prince-Édouard au Maine ou assiste-t-il aujourd'hui au congrès libéral à Terre-Neuve? Je vous laisse deviner.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais continuer à parler des autres ministres mais je n'en ai plus le temps.

Qu'avons-nous fait depuis plus d'un an au Parlement? Nous devons nous contenter, je suppose, de ce qui s'est fait et nous soumettre aux grands dieux du gouvernement du Canada. Qu'avons-nous fait? Nous avons longuement ergoté sur les modifications au Code criminel, et grâce à nos délibérations qui ont duré six ou sept semaines, les homosexuels ont maintenant droit de cité au pays. Nous nous butons contre une foule de chinoïseries, et elles ne nous proviennent pas toutes nécessairement de Chine. Nous avons parlé de la situation linguistique au pays et de la réorganisation du Parlement. Nous avons consacré presque la moitié de la dernière session, si vous me permettez d'exagérer un brin, à discuter sur la réorganisation du Parlement. Contrairement à certains de mes collègues, il n'y a pas 20 ans que je suis ici, monsieur l'Orateur, mais je puis vous dire que c'est l'endroit le plus ennuyeux où je me suis jamais trouvé. La Chambre sombre dans l'engourdissement. Le premier ministre a trop bien réussi. Dans trois ans, nous pourrions reléguer le Parlement aux oubliettes, car même les journalistes se garderont de venir ici.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lundrigan:** Nous avons à faire face au Canada à quelques-uns des plus graves problèmes qui puissent se poser pour un pays. Ne parlez pas de séparatisme à propos du Québec, monsieur l'Orateur, Le séparatisme est partout au Canada. Le premier ministre de l'Alberta est même allé en Colombie-Britannique pour y évoquer la possibilité d'une union de l'Ouest canadien. Est-il impossible d'entrevoir la perspective d'une union dans l'Est? A Terre-Neuve, il y a aussi des gens qui ne sont pas satisfait non plus de la situation actuelle. Oui, parlons de séparatisme—le processus de dislocation est en cours.

Qu'il s'agisse des problèmes religieux, des problèmes linguistiques ou de telle ou telle autre question, j'estime que les problèmes qui se posent au Canada sont les mêmes que ceux de la plupart des autres pays du monde. A mon sens, il y a des problèmes économiques. Je me rappelle l'un des grands leaders du monde qui déclarait voici quelques années, alors que, sous le couvert de leur programme d'aide à l'étranger, les États-Unis pratiquaient, ici même et un peu partout, des prix de dumping pour leurs tracteurs: «Ne parlez pas d'idéologie et de démocratie aux popula-

tions affamées de l'Inde et de l'Afrique, parlez-leur plutôt de pain et de beurre». Voilà la philosophie que je recommande à cette Chambre.

On nous voudrait vivement émus à propos de la société juste que le ministre des Transports (M. Jamieson) devait instaurer dans la région atlantique. Je me souviens de l'émoi général quand la Chambre des communes, par assentiment spécial, a étendu le blocage du tarif-marchandises. Il ne devait pas y avoir de débat; il s'agissait d'un assentiment spécial. Le ministre des Transports est un brave type, nous a-t-on dit, et nous devons tous nous réjouir de ce qui avait été fait. Que s'est-il produit ensuite? Le même ministre des Transports a annoncé au début de septembre que, à compter du 23 du même mois je pense, ce blocage prendrait fin augmentant ainsi le coût de la vie pour tous les habitants de la région atlantique. Voilà ce qu'il a fait.

**Des voix:** Honte.

**M. Lundrigan:** Le ministre des Transports a parlé de guérir les maux des transports chez nous. Le gouvernement doit, a-t-il dit, enlever le cataplasme. Eh bien, c'est ce qu'il a fait et la région atlantique se meurt d'effusion de sang.

Il y a quelques années, le Conseil économique du Canada recommandait dans son quatrième exposé annuel que les politiques nationales ne s'appliquent pas uniformément d'un bout à l'autre du pays, à cause de la répercussion que ces politiques pourraient avoir sur les régions à expansion lente. L'an dernier, de nombreux députés rappelaient au ministre des Finances (M. Benson) qu'il serait dangereux d'appliquer des politiques de ce genre d'un bout à l'autre du Canada, parce que les régions d'expansion lente en souffriraient. Le gouvernement a maintenant décidé de freiner l'inflation et de s'assurer que tout reste au point mort au Canada. Ces politiques pourront être salutaires aux gens d'Ottawa, de Toronto ou même de Montréal; elles pourront profiter à de nombreuses régions canadiennes très prospères. Mais elles ne seront pas avantageuses aux provinces atlantiques. Les gouvernements des provinces atlantiques ne peuvent pas emprunter à droite et à gauche. Les hommes d'affaires n'aiment pas faire des placements dans la région atlantique. Pourquoi dis-je cela, monsieur l'Orateur? Je ne suis pas économiste, mais j'ai quelques notions de psychologie et je sais que les gens n'investissent pas dans les régions à faibles profits. Ils préfèrent placer leur argent à Toronto et à d'autres endroits à expansion rapide. Chaque fois qu'il est question d'éteindre les foyers d'inflation et de faire des rajustements à l'échelle nationale, nous sommes injustes à l'égard des régions à croissance lente. Le

[M. Lundrigan.]